Rapport sur la situation financière au 31 décembre 2010 du Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs[1]

Février 2011

1. Introduction

Par sa résolution 58/14, adoptée en novembre 2003, l'Assemblée générale a créé le Fonds d'assistance au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (Accord sur les stocks de poisson de 1995), en vue d'aider les États parties en développement à appliquer cet instrument. Elle a également décidé que le Fonds serait administré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Établi le 19 avril 2005[2], le Fonds est administré conformément à ses Statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres règles applicables.

2. Contributions au Fonds d'assistance

L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont continué de lancer des appels à contributions en faveur du Fonds dans des instances internationales, notamment aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Comité des pêches de la FAO, ainsi que sur le site Web du Fonds[3].

Au 31 décembre 2010, les Gouvernements du Canada, des États-Unis d'Amérique, de l'Islande, du Liban, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande, qui sont autant d'États parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995, avaient versé au Fonds des contributions d'un montant total de 935 655 dollars. Le tableau 1 indique le montant de leurs versements et les intérêts perçus sur ces sommes (48 390 dollars). Au 31 décembre 2010, le montant total des encaissements du Fonds

---

[1] Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 22 des Statuts du Fonds d'assistance créé au titre de la partie VII de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs.

[2] Compte MTF/GLO/124/MUL, « Accord de 1995 sur les stocks de poissons – Partie VII – Fonds d'affectation spéciale ».

[3] http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/fishstocktrustfund. Les contributions au Fonds doivent être versées sur le compte d'affectation spéciale ouvert par la FAO en application du paragraphe 7 des Statuts du Fonds.

Merci de recycler

s'élevait à 984 045 dollars. En 2010, le Gouvernement norvégien a versé une contribution de 96 798 dollars.

Les États, organisations intergouvernementales, institutions financières internationales, institutions nationales, organisations non gouvernementales et personnes physiques et morales souhaitant contribuer au Fonds d'assistance sont invités à verser leurs contributions sur le compte bancaire de la FAO dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

Banque : HSBC New York
Adresse : 452 Fifth Avenue, New York, NY 10018, États-Unis d'Amérique
N° de compte : 000156426
Code Swift/BIC : MRMDUS33
Code ABA/code banque : 021001088
Projet : MTF/GLO/124/MUL

3. Demandes d'assistance adressées au Fonds

L'Organisation des Nations Unies et la FAO ont fait largement connaître l'existence et l'objet du Fonds, notamment par voie électronique, à l'occasion de rencontres internationales et d'échanges avec des organismes régionaux de gestion de la pêche. En 2010, 35 demandes de prise en charge de frais de voyage ont été approuvées. Cinq demandes ont été rejetées parce qu'elles ne respectaient pas le préavis d'un mois fixé par les Statuts, et une n'a pas été examinée car elle ne relevait pas de la compétence du Fonds. Six autres demandes n'ont pas pu être traitées faute de ressources suffisantes. Le nombre total de demandes de prise en charge de frais de voyage a été plus élevé en 2010 (47) qu'en 2009 (32). Par ailleurs, le Groupe d'experts s'est réuni une fois en 2010.

Le tableau 2 présente le détail des dépenses engagées au 31 décembre 2010 par objet visé à l'article 14 des Statuts, ainsi que les frais administratifs (art. 21).

En 2010, le Fonds a engagé des dépenses d'un montant total de 316 398 dollars (hors les engagements non réglés pour 2010, qui s'élèvent à 5 383 dollars), qui se répartissent comme suit :

- 41 % des dépenses ont servi à faciliter la participation aux réunions techniques et annuelles d'organismes et arrangements régionaux et sous-régionaux de gestion de la pêche (Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, Commission des thons de l'océan Indien, Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique et Commission des pêches du Pacifique occidental et central) (al. a) de l'article 14 des Statuts du Fonds);
- 10 % des dépenses ont servi à faciliter la participation aux réunions tenues par les organisations internationales (reprise de la Conférence des États parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 et Atelier Kobe II sur les prises accessoires) (al. b) de l'article 14 des Statuts);
- 46 % des dépenses ont servi à appuyer des activités de renforcement des capacités, à l'occasion de l'organisation de trois ateliers régionaux portant sur i) la gestion des données relatives au thon, ii) l'évaluation des stocks de thons et les questions liées à l'écosystème et aux prises accessoires de thons, et iii) les mesures relevant de l'État du port (al. f) de l'article 14 des Statuts);

- 3 % des dépenses ont été consacrées à des frais administratifs liés, notamment, aux frais d'assurance obligatoire engagés par la FAO, à la rémunération des heures supplémentaires effectuées par le personnel pour traiter les demandes et établir les protocoles d'accord et à des frais d'administration de 6 % pour certains projets.

4. Groupe d'experts

En 2010, le Groupe d'experts s'est réuni une fois, afin d'examiner une demande de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique tendant à l'organisation d'un atelier destiné à i) sensibiliser les 13 États insulaires du Pacifique parties à l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 aux responsabilités découlant de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée adopté par la FAO en 2009, et ii) définir le cadre d'application de ce type de mesures, y compris les éléments du dispositif de conservation et de gestion relevant de l'État du port établi par la Commission des pêches du Pacifique occidental et central. L'atelier s'est tenu à Honiara (Îles Salomon) en septembre 2010 et a été financé suite à une demande présentée par les Gouvernements des Îles Cook, de Kiribati, de Nauru, de Nioué et de Papouasie-Nouvelle-Guinée que le Groupe d'experts a approuvée à l'unanimité.

5. Ventilation par État partie des frais de voyage pris en charge

Le tableau 3 présente la ventilation des frais de voyage pris en charge pendant la période 2006-2010, par État partie et par type de dépense (selon les catégories définies à l'article 14 des Statuts du Fonds). Le nombre d'États parties à avoir bénéficié d'aides a légèrement augmenté en 2010, passant à 17 (contre 14 en 2009). Par ailleurs, le montant des fonds accordés a augmenté de 5 676 dollars par rapport à l'année précédente.

6. Financements accordés au titre de protocoles d'accord conclus par la FAO

La FAO a conclu un protocole d'accord[4] avec l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique. Le tableau 4 détaille les protocoles conclus par la FAO qui ont été mis en œuvre en 2009 et 2010. Pour qu'une aide financière soit attribuée dans le cadre d'un protocole d'accord, il faut qu'une demande en ce sens ait été examinée et approuvée par le Groupe d'experts.

7. Solde du Fonds d'assistance

Au 31 décembre 2010, le solde du Fonds d'assistance s'élevait à 58 057 dollars (voir les tableaux 1 et 2). Toutefois, si l'on tient compte de la somme qui sera consacrée aux dépenses administratives en 2011 (4 500 dollars) et des fonds

---

[4] Un protocole d'accord est un document qui énonce les termes de l'accord conclu entre la FAO et une organisation bénéficiaire quant à la livraison de produits précis qui contribueront à la réalisation d'objectifs spécifiques grâce à la prestation de services ou la fourniture d'autres éléments. L'organisation bénéficiaire peut être une organisation gouvernementale, régionale, intergouvernementale ou paraétatique ou toute autre organisation à but non lucratif. Elle doit, dans la mesure du possible, être implantée dans le pays dans lequel les services vont être fournis ou dans lequel les éléments vont être exploités.

alloués au titre d'un projet en Mozambique (65 000 dollars) qui a été approuvé par le Groupe d'experts en 2009 mais n'a pas encore été exécuté, le Fonds présente un solde négatif d'environ 11 400 dollars.

8. Conclusion

De la création du fonds en 2006 jusqu'au 31 décembre 2010, 57 % des dépenses ont servi à financer la participation des Parties à l'Accord à des réunions des organisations régionales de gestion de la pêche et à d'autres réunions mondiales; 10 % des dépenses ont servi à faciliter la participation des Parties à des négociations en vue de l'établissement de nouvelles organisations régionales de gestion des pêches; 30 % ont été consacrées au renforcement des capacités; et 3 % ont servi à couvrir les frais administratifs et connexes (tableau 2).

Le Fonds a été créé et est administré conformément à ses Statuts, au Règlement financier de la FAO et aux autres règles applicables. L'Organisation des Nations Unies et la FAO encouragent les États, les organisations intergouvernementales, les institutions financières internationales, les institutions nationales, les organisations non gouvernementales et les personnes physiques et morales à verser des contributions volontaires au Fonds. Elles souhaitent que le Fonds d'assistance continue d'être suffisamment alimenté pour que les activités d'appui à la mise en œuvre de l'Accord sur les stocks de poissons de 1995 puissent se poursuivre.

Tableau 1

Recettes au 31 décembre 2010

(En dollars des États-Unis)

Numéro	*Donateur*	*2004*	*2005*	*2006*	*2007*	*2008*	*2009*	*2010*	**Total**	*Remarques*
1	États-Unis	200 000	0	0	15 000	0	0	0	**215 000**	Fonds reçus en juin 2004 et septembre 2007
2	Islande	0	50 000	0	0	0	0	0	**50 000**	Fonds reçus en avril 2005
3	Norvège	0	98 179	0	0	0	0	96 798	**194 977**	Fonds reçus en mai 2005et août 2010
4	Canada	0	0	64 230	389 948	0	0	0	**454 178**	Fonds reçus en mars 2006et mai 2007
5	Liban	0	0	0	0	0	2 000	0	**2 000**	Fonds reçus en juillet 2009
6	Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	19 500	0	**19 500**	Fonds reçus en juillet 2009
	Montant total des contributions	**200 000**	**148 179**	**64 230**	**404 948**	**0**	**21 500**	**96 798**	**935 655**	
	Intérêts	0	6 249	14 725	21 567	4 102	1 485	262	**48 390**	
	Total	**200 000**	**154 428**	**78 955**	**426 515**	**4 102**	**22 985**	**97 060**	**984 045**	

Tableau 2

Dépenses au 31 décembre 2010[5]

(En dollars des États-Unis et en pourcentage du total)

Article des Statuts[6]	*Catégorie de dépenses*	*2006 (pourcentage)*	*2007 (pourcentage)*	*2008 (pourcentage)*	*2009 (pourcentage)*	*2010 (pourcentage)*	**Montant total des dépenses (pourcentage)**	**Montant total des dépenses et des engagements non réglés (pourcentage)**[7]
14 a)	Dépenses liées à la participation aux réunions ou autres activités d'organisation ou arrangements régionaux de gestion de la pêche	20 421 (31)	30 657 (52)	51 596 (35)	78 370 (24)	130 179 (41)	**311 223** **(34)**	**311 223** **(34)**
14 b)	Dépenses liées à la participation des réunions organisées sur le thème de la haute mer par des organisations mondiales	45 729 (68)	3 862 (7)	59 702 (41)	74 488 (22)	30 740 (10)	**214 521** **(23)**	**214 521** **(23)**
14 c)	Réunions en vue de l'établissement d'organisations ou d'arrangements internationaux de gestion de la pêche, de la renégociation d'accords ou du renforcement des organisations existantes	0 (0)	23 347 (40)	22 980 (16)	43 197 (13)	0 (0)	**89 524** **(10)**	**89 524** **(10)**
14 d)	Renforcement des capacités quant à la responsabilité de l'État du pavillon, au suivi, au contrôle et à la surveillance, etc.	0 (0)	0 (0)	8 775 (6)	47 771 (14)	0 (0)	**56 546** **(6)**	**56 546** **(6)**
14 e)	Promotion des échanges d'informations et de données d'expérience	0	0	0	0	0	**0**	**0**
14 f)	Appui à la mise en valeur des ressources humaines, à la formation technique, etc.	0	0	0	74 141 (22)	145 839 (46)	**219 980** **(24)**	**225 060** **(24)**
14 g)	Règlement des différends	0	0	0	0	0	**0**	**0**
21	Frais administratifs (heures de travail et frais d'assurance et d'administration pour certains projets)	867 (1)	1 106 (2)	2 642 (2)	14 554 (4)	9 640 (3)	**28 809** **(3)**	**29 114** **(3)**
Total (pourcentage)[8]		**67 017** **(100)**	**58 972** **(100)**	**145 695** **(100)**	**332 521** **(100)**	**316 398** **(100)**	**920 603** **(100)**	**925 988** **(100)**

[5] Certains montants pourront être sujets à révision. Il n'y a eu aucune dépense en 2004 et 2005.

[6] Il s'agit des articles pertinents des Statuts du Fonds.

[7] En comptant des engagements non réglés d'un montant de 5 385 dollars pour un atelier du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique organisé en 2010 (conformément au protocole d'accord 246283 conclu avec le Secrétariat général).

[8] La somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 car les chiffres ont été arrondis.

Tableau 3
Prise en charge de frais de voyage au 31 décembre 2010 (par État partie)
(En dollars des États-Unis)

		Article 14[9]					
Année	*Pays*	*a)*	*b)*	*c)*	*d)*	*f)*	**Total**
2006	Afrique du Sud	2 868					**2 868**
	Fidji		3 967				**3 967**
	Guinée		6 394				**6 394**
	Îles Marshall		4 855				**4 855**
	Maldives		3 063				**3 063**
	Maurice		6 073				**6 073**
	Namibie	5 580	3 520				**9 100**
	Nioué	8 203					**8 203**
	Sainte-Lucie		2 553				**2 553**
	Samoa		6 300				**6 300**
	Sénégal		3 195				**3 195**
	Uruguay	3 769	5 810				**9 579**
Total pour 2006		**20 421**	**45 729**				**66 150**
2007	Afrique du Sud	4 606					**4 606**
	Belize	1 754					**1 754**
	Guinée	3 849					**3 849**
	Îles Cook			4 665			**4 665**
	Îles Marshall	2 963					**2 963**
	Micronésie (États fédérés de)			12 058			**12 058**
	Nioué	6 945		6 623			**13 568**
	Samoa		-200				**-200**
	Sénégal	5 609	4 062				**9 671**
	Uruguay	4 932					**4 932**
Total pour 2007		**30 657**	**3 862**	**23 347**			**57 866**
2008	Îles Cook	3 027	3 027	8 735			**14 790**
	Îles Marshall	7 732	10 166				**17 898**
	Kiribati	5 966					**5 966**
	Maldives		4 300				**4 300**
	Micronésie (États fédérés de)	4 429		9 269			**13 698**
	Nauru	4 182	4 182				**8 363**
	Nioué			4 976			**4 976**
	Palaos	2 311					**2 311**
	Samoa	2 675	7 051				**9 726**

[9] Pour la classification des dépenses, voir le tableau 2.

Année	Pays	Article 14[9] a)	b)	c)	d)	f)	Total
	Sénégal	12 354	4 856				**17 211**
	Seychelles		7 504		4 756		**12 260**
	Tonga	2 906	11 130				**14 036**
	Uruguay	6 013	7 486		4 019		**17 518**
	Total pour 2008	**51 596**	**59 702**	**22 980**	**8 775**		**143 053**
2009	Guinée		4 544				**4 544**
	Îles Cook		5 288				**5 288**
	Îles Marshall	6 449					**6 449**
	Kiribati		14 885	5 726			**20 612**
	Micronésie (États fédérés de)	44					**44**
	Mozambique		4 218				**4 218**
	Namibie		3 242				**3 242**
	Nioué	3 804					**3 804**
	Samoa	3 968	5 375				**9 343**
	Sénégal	13 334	19 603				**32 937**
	Seychelles	3 583	11 879				**15 462**
	Tonga	12 523	5 454	5 397			**23 374**
	Tuvalu	16 451					**16 451**
	Uruguay	18 213					**18 213**
	Total pour 2009	**78 370**	**74 488**	**11 123**			**163 981**
2010	Afrique du Sud	5 821					**5 821**
	Fidji		4 542				**4 542**
	Îles Cook	11 832					**11 832**
	Inde		3 160				**3 160**
	Kiribati	3 300				4 979	**8 279**
	Mozambique		4 999				**4 999**
	Namibie	5 459					**5 459**
	Nauru					3 759	**3 759**
	Nigéria	13 189					**13 189**
	Nioué	17 562					**17 562**
	Palaos	3 595					**3 595**
	Samoa	8 293	9 140				**17 432**
	Sénégal	17 026	4 065				**21 091**
	Seychelles	4 738	4 835				**9 573**
	Tonga	18 935					**18 935**
	Tuvalu	13 694					**13 694**
	Uruguay	6 734					**6 734**

Année Pays	Article 14[9] a)	b)	c)	d)	f)	Total
Total pour 2010	**130 179**	**30 740**	**0**	**0**	**8 738**	**169 657**
Total des frais de voyage 2006-2010	**311 223**	**214 521**	**57 450**	**8 775**	**8 738**	**600 707 (65 %)**
Protocoles d'accord 2008-2010 (tableau 4)						**296 472 (32 %)**
Frais administratifs 2006-2010 (tableau 2)						**29 114 (3 %)**
Total des dépenses (tableau 2)						**925 988 (100 %)**

Tableau 4

Dépenses engagées et engagements non réglés au titre des protocoles d'accord

(En dollars des États-Unis)

Protocole d'accord	Article des Statuts	Dépenses 2009	Dépenses 2010[10]	Engagements 2011	Total
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 228536) – Élaboration d'un plan régional d'action en vue de la conservation et de la gestion du requin dans les îles du Pacifique	14 d)	47 771			**47 771**
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 240142) – Atelier sur le projet d'organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud : sensibilisation aux rôles et aux responsabilités – capacités et participation des membres de l'Agence	14 c)	32 074			**32 074**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 229962) – Atelier de formation : troisième atelier de gestion des données relatives au thon	14 f)	24 205			**24 205**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 232710) – Atelier de formation : stocks de thons et évaluation du risque écologique	14 f)	49 936			**49 936**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 246282) – Ateliers sur les données relatives aux stocks de thons (avril 2010) : obligations en matière de signalement à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central – évaluation des stocks régionaux	14 f)		40 678	5 385	**46 063**
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (protocole 346338) – Ateliers sur l'interprétation et l'utilisation des données relatives à l'évaluation des stocks de thons et aux questions liées à l'écosystème et aux prises accessoires	14 f)		42 359		**42 359**
Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (protocole 254292)– Atelier sur les mesures du ressort de l'État du port	14 f)		54 064		**54 064**
Total		**153 986**	**137 101**	**5 385**	**296 472**

[10] Les engagements financiers liés aux deux protocoles d'accord conclus avec le Secrétariat général de la Commission du Pacifique (protocoles d'accord 246338 et 246282) ont été pris en 2009, mais n'ont donné lieu à des dépenses qu'en 2010.